

de première ligne, prendre au Conseil de sécurité les premières mesures en vue de la mise en oeuvre intégrale de nos propositions. C'est donc avec beaucoup d'optimisme et de satisfaction que nous avons suivi les progrès de la Mission spéciale d'enquête envoyée en Namibie par le Secrétaire général, sous la direction de son représentant spécial, M. Martti Ahtisaari.

Quand, à partir des conclusions de la mission d'enquête, le Secrétaire général a publié son rapport et ses recommandations sur la meilleure manière pour lui de s'acquitter du mandat que lui avait confié le Conseil de sécurité, nous avons tout lieu de croire que les Nations Unies disposaient enfin d'un instrument capable de mettre fin à 38 années de controverses et d'amener la Namibie à l'indépendance dans des conditions acceptables pour la communauté internationale.

C'est pourquoi nous avons été scandalisés et consternés d'apprendre, la semaine dernière, la décision du gouvernement sud-africain de tenir unilatéralement des élections sur le territoire namibien.

Ni l'un ni l'autre des motifs invoqués par l'Afrique du Sud à ce propos n'est valable. Je tiens d'abord à déclarer de façon catégorique que le rapport du Secrétaire général est tout à fait conforme à la proposition originale des Cinq et qu'il constitue une analyse experte des ressources humaines et financières nécessaires pour accomplir les tâches auxquelles nos propositions font appel.

En second lieu, si on fait exception d'une poignée d'éléments extrémistes, tous ceux qui sont fondés à dire qu'ils représentent une partie de la population namibienne ont clairement fait savoir qu'ils préféreraient et acceptaient l'intervention de l'ONU dans le processus d'accession à l'indépendance. C'est le cas des églises, c'est le cas du Front national de la Namibie et, depuis le 15 septembre, c'est aussi le cas de l'Alliance démocratique de Turnhalle. Dans ces conditions, nous ne pouvons tout simplement pas accepter qu'une nouvelle consultation ait lieu, sous quelque forme que ce soit, ou que l'on dise que c'est nécessaire.

Nous sommes une fois de plus aux prises avec une situation grave. Notre Organisation est aujourd'hui en mesure d'amener, par des moyens pacifiques, une nouvelle nation à l'indépendance.

Nous devons demander à ceux qui s'opposent à une aussi noble entreprise de revenir sur leur décision. Le Gouvernement sud-africain doit se rendre compte qu'il ne peut impunément aller à l'encontre de la volonté internationale, d'autant plus qu'il a lui-même participé de très près aux longues négociations qui ont abouti au règlement proposé. Le nouveau gouvernement de l'Afrique du Sud, qui est censé être formé à la fin du mois, se tromperait lourdement — très lourdement même — s'il présumait que ses actions à l'endroit de la Namibie n'entraîneront pas de conséquences fâcheuses. Aux dirigeants namibiens en Namibie, auxquels on veut faire croire qu'ils peuvent régler leurs problèmes par une élection truquée, je ne puis que dire ceci: pensez à l'avenir de votre pays. La vie dans laquelle vous vous engagez ne peut mener qu'à l'impasse. Ne vous y trompez pas: le semblant de gouvernement que vous formerez à